

Index AI : PRE01/081/2012  
14 February 2012

## **Ouganda. Un atelier sur les droits des LGBT fait l'objet d'une descente de police**

Mardi 14 février, un ministre ougandais a fait une descente dans un atelier organisé par des défenseurs des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres (LGBT) à Entebbe. Consternée, Amnesty International a appelé le gouvernement à mettre fin au harcèlement scandaleux de personnes engagées dans des activités légales.

Le secrétaire d'État chargé de l'Éthique et de l'Intégrité, Simon Lokodo, qui était accompagné de policiers, a annoncé que l'atelier était illégal et ordonné aux militants de quitter l'hôtel où il se tenait. Il leur a déclaré que, s'ils ne partaient pas immédiatement, il aurait recours à la force contre eux.

« C'est une tentative scandaleuse visant à empêcher les activités légales et pacifiques des défenseurs des droits humains en Ouganda », a déploré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

Le secrétaire d'État a également tenté d'ordonner l'arrestation de Kasha Jacqueline Nabagasera, militante bien connue des droits des LGBT et lauréate 2011 du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'Homme, qui a été contrainte de fuir l'hôtel.

Les motifs de cette tentative d'arrestation n'étaient pas immédiatement clairs, mais ils seraient liés au fait que cette femme a essayé de contester les actions du secrétaire d'État.

Le gouvernement ougandais doit protéger toutes les personnes des menaces, de la violence et du harcèlement, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre réelle ou supposée.

Cette manœuvre suit de quelques jours une nouvelle présentation de la proposition de loi contre l'homosexualité au Parlement ougandais. Pourtant, le gouvernement a cherché à se distancer de ce texte, en affirmant qu'il n'y apportait pas son soutien.

« L'opposition proclamée du gouvernement à ce projet de loi doit se retrouver dans ses actions. Les autorités ougandaises doivent permettre les rassemblement légitimes et pacifiques de défenseurs des droits humains, y compris de ceux travaillant sur les droits des LGBT », a ajouté Salil Shetty.

Si elle était adoptée, la loi contre l'homosexualité serait contraire au droit international relatif aux droits humains et donnerait lieu à de nouvelles violations des droits humains.